

Cu
Pb, Zn
Ag, Au

Ressources
BRUNSWICK inc.

Cu
Pb, Zn
Ag, Au

BRUNSWICK
Resources inc.

(Société d'exploration)

ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

PÉRIODE DE TROIS MOIS CLOSE LE 31 MARS 2019

(non audité et peut faire l'objet d'ajustements à la clôture d'exercice)

(Exploration Company)

CONDENSED INTERIM FINANCIAL STATEMENTS

THREE-MONTH PERIOD ENDED MARCH 31, 2019

(unaudited and can be the object of adjustments at the close of exercise)

ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

États résumés intermédiaires de la situation financière

États résumés intermédiaires de la perte nette et de la perte globale

États résumés intermédiaires des variations des capitaux propres

Tableaux résumés intermédiaires des flux de trésorerie

Notes complémentaires aux états financiers

CONDENSED INTERIM FINANCIAL STATEMENTS

Condensed Interim Statements of Financial Position

Condensed Interim Statements of Net Loss and Comprehensive Loss

Condensed Interim Statements of Equity

Condensed Interim Financial Statements of Cash Flows

Complementary Notes to Financial Statements

Avis au lecteur

La direction a préparé les états financiers intermédiaires résumés non audités de Ressources Brunswick inc., comprenant les états résumés intermédiaires de la situation financière, les états résumés intermédiaires de la perte et de la perte globale, les états résumés intermédiaires des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour la période de trois mois close le 31 mars 2019. Aucune firme d'auditeurs n'a examiné ou audité ces états financiers intermédiaires.

Notice to Reader

Management has compiled the unaudited condensed interim financial statements of Brunswick Resources Inc., consisting of the Condensed Interim Statements of Financial Position, Condensed Interim Statements of Loss and Comprehensive Loss, Condensed Interim Statement of Equity, Condensed Interim Financial Statement of Cash Flows for the Three-Month Period Ended March 31, 2019. No auditor firm has reviewed nor audited these interim financial statements.

ÉTATS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DE
LA SITUATION FINANCIÈRE
(En dollars canadiens)

CONDENSED INTERIM STATEMENTS OF FINANCIAL
POSITION
(In Canadian dollars)

	31 mars 2019 March 31, 2019	31 décembre 2018 December 31, 2018	
	(non audité/ unaudited)	(audité / audited)	
ACTIF	\$	\$	ASSETS
Actifs courants			Current assets
Encaisse	26 090	14 330	Cash
Encaisse en fidéicommiss	4 000	-	Cash in trust
Taxes à recevoir	2 634	5	Tax receivable
À recevoir d'une société liée, sans intérêt (note 10)	3 169	3 169	Receivable from a related company, without interest (Note 10)
Crédit d'impôt relatif aux ressources à recevoir	5 348	5 348	Tax credit related to resources receivable
	41 241	22 852	
Actif non courant			Non-current assets
Immobilisations corporelles (note 5)	247	277	Fixed assets (Note 5)
Actifs de prospection et d'évaluation (note 6)	42 025	42 025	Exploration and evaluation assets (Note 6)
	42 272	42 302	
	83 513	65 154	
PASSIF			LIABILITIES
Passifs courants			Current liabilities
Créditeurs et charges à payer	168 519	161 658	Accounts payable and accrued liabilities
Provision pour pénalités (note 12)	55 730	55 730	Provision for penalties (note 12)
Dû à des administrateurs, sans intérêt	500	500	Due to directors, without interest
Prêt, avec intérêt (note 9)	75 000	50 000	Loan, with interest (Note 9)
	299 749	267 888	
CAPITAUX PROPRES			SHAREHOLDERS' EQUITY
Capital-social (note 7)	3 544 593	3 544 593	Capital stock (Note 7)
Surplus d'apport	688 797	688 797	Contributed surplus
Déficit	(4 449 626)	(4 436 124)	Deficit
	(216 236)	(202 734)	
	83 513	65 154	
PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENT (note 12 et 13)			CONTINGENT LIABILITIES AND COMMITMENT (Note 12 and 13)

Les notes aux états financiers font partie
intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of
these financial statements.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION / ON BEHALF OF THE BOARD,

(*signé / signed*) Christian Dupont, Administrateur - Director
(*signé / signed*) Mario Colantonio, Administrateur - Director

**ÉTATS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DE LA PERTE NETTE
ET DE LA PERTE GLOBALE**

(En dollars canadiens – Non audité)

**CONDENSED INTERIM STATEMENTS OF NET LOSS AND
COMPREHENSIVE LOSS**

(In Canadian dollars - Unaudited)

Période de trois mois close le 31 mars
Three-Month Period Ended March 31

	2019	2018	
	\$	\$	
FRAIS D'ADMINISTRATION			ADMINISTRATIVE EXPENSES
Honoraires professionnels	6 000	1 000	Professional fees
Frais de bureau	669	1 700	Office expenses
Télécommunications	510	514	Telecommunications
Inscription, registrariat et information aux actionnaires	6 239	7 484	Registration, listing fees and shareholders' information
Intérêts et frais bancaires	54	69	Interest and bank charges
Amortissement des immobilisations corporelles	30	75	Amortization of fixed assets
	13 502	10 842	
Revenus	-	(1 541)	Revenues
PERTE NETTE ET PERTE GLOBALE	13 502	9 301	NET LOSS AND COMPREHENSIVE LOSS
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	0,00	0,00	BASIC AND DILUTED NET LOSS PER SHARE
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION	39 880 521	38 007 368	WEIGHTED AVERAGE NUMBER OF SHARES OUTSTANDING

 Les notes aux états financiers font partie
intégrante des états financiers.

 The accompanying notes are an integral part of
these financial statements.

RESSOURCES BRUNSWICK INC.
BRUNSWICK RESOURCES INC.
**ÉTATS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES
CAPITAUX PROPRES**

(En dollars canadiens - non audité)

**CONDENSED INTERIM STATEMENT
OF EQUITY**

(In Canadian dollars - unaudited)

	Capital social / Capital Stock	Surplus d'apport / Contributed Surplus	Déficit / Deficit	Total des capitaux propres / Total Equity	
	\$	\$	\$	\$	
Solde au 1^{er} janvier 2018	3 284 593	688 797	(4 416 075)	(442 685)	Balance, January 1st, 2018
Perte nette et perte globale pour la période	-	-	(9 301)	(9 301)	Net loss and comprehensive loss for the period
Émission d'actions dans le cadre de règlements de dettes	256 585	-	-	256 585	Share issuance related to debt settlements
Frais d'émission	(1 389)	-	-	(1 389)	Share issuance expenses
Solde au 31 mars 2018	3 539 789	688 797	(4 425 376)	(196 790)	Balance, March 31, 2018
Solde au 1^{er} janvier 2019	3 544 593	688 797	(4 436 124)	(202 734)	Balance, January 1st, 2019
Perte nette et perte globale pour la période	-	-	(13 502)	(13 502)	Net loss and comprehensive loss for the period
Solde au 31 mars 2019	3 544 593	688 797	(4 449 626)	(216 236)	Balance, March 31, 2019

Les notes aux états financiers font partie intégrante des états financiers. / The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

TABLEAUX RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En dollars canadiens – Non audité)

Période de trois mois close le 31 mars

CONDENSED INTERIM FINANCIAL STATEMENTS OF CASH FLOWS

(In Canadian dollars - Unaudited)

Three-Month Period Ended March 31

	2019	2018	
	\$	\$	
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			OPERATING ACTIVITIES
Perte nette et perte globale de la période	(13 502)	(9 301)	Net loss and comprehensive loss of the period
Éléments n'impliquant aucun mouvement de trésorerie :			Items not involving cash:
Amortissement des immobilisations corporelles	30	75	Amortization of fixed assets
	(13 472)	(9 226)	
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	4 232	(72 203)	Net change in non-cash operating working capital items
	(9 240)	(81 429)	
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			FINANCING ACTIVITIES
Dû à des sociétés liées	-	(200 590)	Due to related companies
Dû à des administrateurs	-	2 845	Due to directors
Prêt, avec intérêt	25 000	25 000	Loan, with interest
Produit de l'émission d'actions	-	256 585	Proceeds of share issuance
Frais d'émission	-	(1 389)	Share issuance
	25 000	82 451	
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	15 760	1 022	NET CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	14 330	6 154	CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	30 090	7 176	CASH END CASH EQUIVALENTS AT THE END

Les notes aux états financiers font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

1- STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, constituée en vertu de la Business Corporations Act (Alberta), est une société d'exploration dont les activités se situent au Canada

Le siège social de Ressources Brunswick inc. est situé au 15, rue Gamble Est, bureau 204, Rouyn-Noranda (Québec), Canada J9X 3B6. Les actions de la Société se transigent sous le symbole BRU à la Bourse de croissance TSX. La négociation des titres de la Société est actuellement suspendue de la Bourse de Croissance TSX à la demande de la Société.

La Société n'a pas encore déterminé si ses propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. L'exploration et la mise en valeur de gisements de minéraux impliquent d'importants risques financiers. Le succès de la Société dépendra d'un certain nombre de facteurs, entre autres, les risques liés à l'exploration et à l'extraction, les questions relatives à la réglementation ainsi que les règlements en matière d'environnement et autres règlements.

Pour la période de trois mois close le 31 mars 2019, la Société a enregistré une perte nette de 13 502 \$ (9 301 \$ en 2018). De plus, elle enregistre des pertes importantes année après année et elle a accumulé un déficit de 4 449 626 \$ au 31 mars 2019. La Société étant au stade de l'exploration, elle n'a pas de revenu provenant de son exploitation. Conséquemment, la direction cherche périodiquement à obtenir du financement sous forme d'émission d'actions afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. En relation avec des conventions d'actions accréditives, la Société n'a pas complété les travaux de prospection et d'évaluation dans les délais statutaires. Au 31 décembre 2018, les travaux de prospection et d'évaluation qui devaient être réalisés avant le 31 décembre 2015 et 2012 se chiffrent cumulativement à environ 140 000 \$. Par ailleurs, comme le montant en défaut est soumis à des pénalités, la Société a comptabilisé un montant cumulatif de pénalités s'élevant à 55 730 \$ au 31 décembre 2018 et 2017. Ce non-respect réglementaire amène un risque fiscal pour les investisseurs concernés et un risque financier pour la Société. Actuellement, la direction de la Société est optimiste qu'elle pourra réunir suffisamment de liquidités pour prendre en charge ses passifs financiers actuels provenant de ses engagements.

Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

1- ARTICLES OF INCORPORATION, NATURE OF ACTIVITIES AND GOING CONCERN

The Corporation, incorporated under the Business Corporations Act (Alberta), is an exploration company operating in Canada.

Brunswick Resources Inc.'s registered office is located at 15 Gamble Street, Suite 204, Rouyn-Noranda (Quebec), Canada, J9X 3B6. The shares of the Corporation are trading on TSX Venture Exchange under the symbol BRU. Trading in the Corporation's securities is currently halted on the TSX Venture Exchange at the request of the Corporation.

The Corporation has not yet determined whether its mining properties have economically recoverable ore reserves. The exploration and development of mineral deposits involves significant financial risks. The success of the Corporation will be influenced by a number of factors, including exploration and extraction risks, regulatory issues, environmental regulations and other regulations.

For the three-month period ended March 31, 2019, the Corporation recorded a net loss of \$13,502 (\$9,301 in 2018). In addition, it recorded significant losses year after year and has accumulated a deficit amounting to \$4,449,626 as at March 31, 2019. The Corporation is in exploration stage and it has no revenue from its operating activities. Consequently, management periodically seeks additional forms of financing through the issuance of shares to continue its operations, and despite the fact it has been able in the past, there is no guarantee of success in the future. In relation with flow-through shares agreements, the Corporation did not complete exploration and evaluation expenses in the statutory deadlines. As at December 31, 2018, exploration and evaluation expenses that had to be incurred by December 31, 2015 and 2012 are cumulatively amounting to approximately \$140,000. Furthermore, since the default amount is subject to penalties, the Corporation recorded a cumulative amount of penalties amounting to \$55,730 as at December 31, 2018 and 2017. This non respect leads to a fiscal risk for the concerned investors and a financial risk for the Corporation. Currently, the Corporation's management is optimistic to raise sufficient funds to meet its current financial liabilities from its commitments.

If management is unable to obtain new funding, the Corporation may be unable to continue its operations, and amounts realized for assets may be less than amounts reflected in these financial statements.

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

1- STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION (suite)

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les propriétés minières dans lesquelles la Société détient une participation, conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces propriétés, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Les états financiers intermédiaires ci-joints ont été établis selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, où les actifs sont réalisés et les passifs acquittés dans le cours normal des activités et ne tiennent pas compte des ajustements qui devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des produits et des charges et au classement des postes du bilan si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée. Ces ajustements pourraient être importants.

2- APPLICATION DES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES

IFRS nouvelles et révisées, publiées mais non encore entrées en vigueur □

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplace IAS 17, Contrats de location. IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif, modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente des nouvelles obligations d'information. L'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur est conservée. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée étant permise. La Société a déterminé qu'aucune incidence ne découle de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

1- ARTICLES OF INCORPORATION, NATURE OF ACTIVITIES AND GOING CONCERN (continued)

Although management has taken steps to verify titles of the mining properties in which the Corporation holds an interest, in accordance with industry standards for the current stage of exploration of such properties, these procedures do not guarantee the Corporation's property title. Property title may be subject to unregistered prior agreements and non-compliant with regulatory requirements.

The accompanying interim financial statements have been prepared on a going concern basis, which contemplates the realization of assets and liquidation of liabilities during the normal course of operations and do not reflect the adjustments to the carrying values of assets and liabilities, the reported revenues and expenses and balance sheet classifications that would be necessary if the going concern assumption would not be appropriate. These adjustments could be material.

2- APPLICATION OF NEW AND REVISED IFRS □

New and Revised IFRS in Issue but not yet Effective

IFRS 16, Leases

In January 2016, the IASB published IFRS 16 which replaces IAS 17, Leases. IFRS 16 eliminates the classification as an operating lease and requires lessees to recognize a right-of-use asset and a lease liability in the statements of financial position for all leases with exemptions permitted for short term leases and leases of low value assets. IFRS 16 changes the definition of a lease, sets requirements on how to account for the asset and the liability, changes the accounting for sale and leaseback arrangements and introduces new disclosure requirements. IAS 17 approach to lessor accounting is largely retained. IFRS 16 is effective for annual reporting periods beginning on or after January 1st, 2019. Earlier application is permitted. The Corporation has determined that no impact results from the adoption of this standard on its financial statements.

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

2- APPLICATION DES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES**IFRS nouvelles et révisées, publiées mais non encore entrées en vigueur****IFRS 9, Instruments financiers**

Le 1^{er} janvier 2018, la société a adopté l'IFRS 9 de manière rétrospective, avec le retraitement des données comparatives conformément aux dispositions transitoires de IFRS 9. IFRS 9 définit les exigences relatives à la comptabilisation des actifs et passifs financiers et remplace l'IAS 39, Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation. L'adoption de la norme IFRS 9 a eu pour effet de modifier le classement des actifs financiers mais n'a pas modifié le classement des passifs financiers. La trésorerie et équivalents de trésorerie et le montant à recevoir d'une société liée classés dans les prêts et créances selon IAS 39 sont dorénavant classés au coût amorti selon IFRS 9. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur l'évaluation des instruments financiers; par conséquent, les montants comparatifs n'ont pas été retraités.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 laquelle remplace IAS 18 Produits des activités ordinaires, IAS 11 Contrats de construction, ainsi que certaines interprétations relatives aux produits. IFRS 15 établit un nouveau modèle de comptabilisation des produits fondé sur le contrôle, modifie le fondement pour déterminer quand les produits sont comptabilisés à un moment précis ou progressivement, fournit de nouvelles indications plus détaillées sur des sujets particuliers et améliore et augmente les informations à fournir sur les produits. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant permise. La Société a déterminé qu'aucune incidence ne découle de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

3- MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers intermédiaires non audités ont été préparés par la direction de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'établies par l'International Accounting Standards Board et conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés selon la même base de présentation et les mêmes méthodes comptables que celles présentées par la Société dans les états financiers annuels pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018. Par conséquent, ces états financiers résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes devraient être lus en parallèle avec les états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

2- APPLICATION OF NEW AND REVISED IFRS**New and Revised IFRS in Issue but not yet Effective****IFRS 9, Financial Instruments**

Effective January 1st, 2018, the Corporation has adopted IFRS 9 on a retrospective basis with restatement of comparative periods in accordance with the transitional provision of IFRS 9. IFRS 9 sets out requirements for recognizing financial assets and liabilities and replaces IAS 39, Financial Instruments: Recognition and Measurement. The adoption of IFRS 9 resulted in a change in classification of the financial assets but did not change the classification of financial liabilities. Cash and cash equivalent and amount receivable from a related company classified as loans and receivable in accordance with IAS 39 are now classified as amortized cost in accordance with IFRS 9. The adoption of IFRS 9 didn't have any impact on the carrying values; therefore, comparative figures have not been restated.

IFRS 15, Revenues from Contracts with Customers

In May 2014, the IASB published IFRS 15 which replaces IAS 18 Revenue, IAS 11 Construction Contracts and some revenue-related interpretations. IFRS 15 establishes a new control-based revenue recognition model, changes the basis for deciding when revenue is recognized at a point in time or over time, provides new and more detailed guidance on specific topics and expands and improves disclosures about revenue. IFRS 15 is effective for annual reporting periods beginning on or after January 1st, 2018. Earlier application is permitted. The Corporation has determined that no impact results from the adoption of this standard on its financial statements.

3- BASIS OF PRESENTATION AND COMPLIANCE DECLARATION

These unaudited interim financial statements have been prepared by the Corporation's management in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS"), as established by the International Accounting Standards Board and in accordance with IAS 34 "Interim Financial Reporting". These interim financial statements were prepared using the same basis of presentation and accounting policies outlined in the annual financial statements on December 31, 2018. Consequently, these unaudited condensed interim financial statements and the notes thereto should be read in conjunction with the audited annual financial statements for the year ended December 31, 2018.

RESSOURCES BRUNSWICK INC.

BRUNSWICK RESOURCES INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES
PÉRIODE DE TROIS MOIS CLOSE LE 31 MARS 2019

NOTES TO CONDENSED INTERIM FINANCIAL STATEMENTS
THREE-MONTH PERIOD ENDED MARCH 31, 2019

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

3- MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATION DE CONFORMITÉ (suite)

Base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers pour la période close le 31 mars 2019 et a autorisé leur publication le 29 mai 2019.

4- PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES, ASSOMPTIONS ET JUGEMENTS

Lorsqu'elle prépare les états financiers intermédiaires, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posées par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. Les jugements, estimations et hypothèses appliqués dans les états financiers intermédiaires, incluant les incertitudes relatives aux estimations, ont été les mêmes que ceux utilisés lors de la préparation des derniers états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

3- BASIS OF PRESENTATION AND COMPLIANCE DECLARATION (continued)

Basis of Measurement

The financial statements have been prepared according to the historical cost method.

The Board of Directors approved the financial statements for the period ended March 31, 2019 and authorized their publication on May 29, 2019.

4- MAIN ACCOUNTING ESTIMATES, ASSUMPTIONS AND JUDGMENTS

When preparing the interim financial statements, management undertakes a number of judgments, estimates and assumptions about recognition and measurement of assets, liabilities, income and expenses. The actual results may differ from the judgments, estimates and assumptions made by management, and will seldom equal the estimated results. The judgments, estimates and assumption applied in the interim financial statements, including the key sources of estimation uncertainty, were the same as those applied in the Corporation's last annual financial statements for the year ended December 31, 2018.

5- IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS

	Mobilier et équipement / Equipment and Furniture	Matériel informatique / Computer Equipment	Total
	\$	\$	\$
Coût / Cost			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018 et au 31 mars 2018 / Balance as at January 1 st 2018 and March 31, 2018	1 849	4 161	6 010
Radiation / Write off	(1 849)	-	(1 849)
Solde au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2019 / Balance as at December 31, 2018 and March 31, 2019	-	4 161	4 161
Cumul des amortissements/ Accumulated / Amortization			
Solde au 1 ^{er} janvier 2018 / Balance as at January 1 st , 2018	849	3 764	5 613
Amortissement / Amortization	-	120	120
Radiation / Write off	(1 849)	-	(1 849)
Solde au 31 décembre 2018 / Balance as at December 2018	-	3 884	3 884
Amortissement / Amortization	-	30	30
Solde au 31 mars 2019 / Balance as at March 31, 2019	-	3 914	3 914
Valeur nette comptable / Net book Value			
Solde au 31 décembre 2018 / Balance as at December 31, 2018	-	277	277
Solde au 31 mars 2019 / Balance as at March 31, 2019	-	247	247

RESSOURCES BRUNSWICK INC.

BRUNSWICK RESOURCES INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES
PÉRIODE DE TROIS MOIS CLOSE LE 31 MARS 2019

NOTES TO CONDENSED INTERIM FINANCIAL STATEMENTS
THREE-MONTH PERIOD ENDED MARCH 31, 2019

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

6- ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

6- EXPLORATION AND EVALUATION ASSET

		Total
Propriété / Property:	Lac Irène	
% de détention / Ownership %:	Option 100 %	
Localisation / Location:	Québec	
Canton / Township:	Jamésie	
Royautés / Royalties:	2 %	
	\$	\$
Propriétés minières / Mining Properties		
Solde au 1 ^{er} janvier 2018 / Balance as at January 1 st , 2018	16 500	16 500
Acquisition / Acquisition	9 000	9 000
Solde au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2019 / Balance as at December 31, 2018 and March 31, 2019	25 500	25 500
Prospection et évaluation / Exploration and Evaluation		
Solde au 1 ^{er} janvier 2018 / Balance as at January 1 st , 2018	23 000	23 000
Crédit d'impôt relatif aux ressources et crédit d'impôts miniers / Tax credit related to resources and mining tax credit	(6 475)	(6 475)
Solde au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2019 / Balance as at December 31, 2018 and March 31, 2019	16 525	16 525
Solde au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2019 / Balance as at December 31, 2018 and March 31, 2019	42 025	42 025

	31 mars 2019 March 31, 2019	31 décembre 2018 December 31, 2018	
	(Non-audité / Unaudited)	(Audité / Audited)	
	\$	\$	
VARIATION DES DÉPENSES DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION	-	-	VARIATION OF EXPLORATION AND EVALUATION EXPENSES
Crédit d'impôt relatif aux ressources et crédit d'impôts miniers	-	(6 475)	Tax credit related to resources and mining tax credit
SOLDE AU DÉBUT	16 525	23 000	BALANCE, BEGINNING OF PERIOD
SOLDE À LA FIN	16 525	16 525	BALANCE, END OF PERIOD

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

7- CAPITAL-SOCIAL
7- CAPITAL STOCK

Autorisé / Authorized

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale / Unlimited number of common shares without par value

Les mouvements dans le capital-social de la Société se détaillent comme suit : / Changes in Corporation capital stock were as follows:

	31 mars 2019 March 31, 2019		31 décembre 2018 December 31, 2018		
	Quantité Number	Montant Amount \$	Quantité Number	Montant Amount \$	
Émises					Issued
Solde au début	39 880 521	3 544 593	34 084 789	3 284 593	Beginning balance
Propriété minière ⁽²⁾	-	-	300 000	9 000	Mining property ⁽²⁾
Règlements de dettes ⁽¹⁾	-	-	5 495 732	252 389	Debt settlements ⁽¹⁾
Frais d'émission d'actions	-	-	-	(1 389)	Share issuance expenses
Solde à la fin	39 880 521	3 544 593	39 880 521	3 544 593	Ending balance

Au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2019, 39 880 521 actions sont émises et sont entièrement libérées.

As at December 31, 2018 and as at March 31, 2019, 39,880,521 shares are issued and fully paid.

Exercice clos le 31 décembre 2018
Year Ended December 31, 2018

(1) En mars 2018, la Société a émis 5 131 690 actions en vertu de cinq ententes de règlement de dettes pour un montant total de 234 187 \$.

(1) In March 2018, the Corporation issued 5,131,690 common shares pursuant five debt settlement agreements for a total amount of \$234,187.

En juin 2018, la Société a émis 364 042 actions en vertu de cinq ententes de règlement de dettes pour un montant total de 18 202 \$.

In June 2018, the Corporation issued 364,042 common shares pursuant five debt settlement agreements for a total amount of \$18,202.

(2) En août 2018, la Société a émis 150 000 actions ordinaires en vertu d'une entente d'option pour l'acquisition de claims de la propriété Lac Irène pour un montant total de 4 500 \$.

(2) In August 2018, the Corporation issued 150,000 common shares pursuant to an option agreement for the acquisition of mining claims of the Irene Lake Property for an amount of \$4,500.

En novembre 2018, la Société a émis 150 000 actions ordinaires en vertu d'une entente d'option pour l'acquisition de claims de la propriété Lac Irène pour un montant total de 4 500 \$.

In November 2018, the Corporation issued 150,000 common shares pursuant to an option agreement for the acquisition of mining claims of the Irene Lake Property for an amount of \$4,500.

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

8- Options d'achat d'actions

Les actionnaires de la Société ont approuvé un régime d'options d'achat d'actions (le «régime») selon lequel les membres du conseil d'administration peuvent attribuer des options d'achat d'actions permettant à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants d'acquérir des actions ordinaires de la Société. Les conditions et le prix d'exercice de chaque option d'achat d'actions sont déterminés par les membres du conseil d'administration. Les conditions d'acquisition des options d'achat d'actions sont sans restriction sauf celles octroyées à un responsable des relations avec les investisseurs qui seront acquises de la façon suivante : 25 % trois mois après la date de l'octroi, 25 % six mois après la date de l'octroi, 25 % neuf mois après la date de l'octroi et 25 % un an après la date de l'octroi.

Le régime stipule que le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservées pour attribution en vertu du régime est égal à 10 % des actions émises et en circulation au moment de l'octroi des options. Le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'attribution des options d'achat d'actions à un seul détenteur ne peut dépasser 5 % des actions ordinaires en circulation à la date d'attribution et ne peut excéder 2 % des actions ordinaires en circulation dans le cas des consultants et des responsables des relations avec les investisseurs. Les options d'achat d'actions expireront au plus tard dix ans après avoir été octroyées. Toute option d'achat d'actions est réglable en actions conformément aux politiques de la Société.

Le prix d'exercice de chaque option d'achat d'actions est établi par le conseil d'administration et ne peut inférieure à la valeur marchande des actions ordinaires à la date de l'octroi.

La Société n'a aucune option d'achat d'action en circulation.

9- PRÊT À DEMANDE, AVEC INTÉRÊT

	2019
	\$
Prêt à demande d'une société privée, d'un montant autorisé de 67 000 \$ (montant atteint en date du 29 mai 2019), sans garantie, portant intérêt au taux de 5 %	25 000
Prêt à demande d'un particulier, sans garantie, portant intérêt au taux de 5 %	50 000
	<u>75 000</u>

8- Options

The shareholders of the Corporation approved a stock option plan (the "plan") whereby the Board of Directors may grant to employees, officers, directors and consultants of the Corporation, share purchase options to acquire common shares in such numbers, for such terms and at such exercise prices as may be determined by the Board of Directors. The acquisition condition of share purchase options are without restriction except grant of share purchase options to investors relation representative that are acquired at the following condition: 25% three months after the date of grant, 25% six months after the date of grant, 25% nine months after the date of grant and 25% one year after the date of grant.

The plan provides that the maximum number of common shares in the capital of the Corporation that may be reserved for issuance under the plan shall be equal to 10% of the issued and outstanding shares at the time of grant. The maximum number of common shares which may be reserved for issuance to any optionee may not exceed 5% of the outstanding common shares at the time of vest and may not exceed 2% of the outstanding common shares for consultants and investor relations representatives. These options will expire no later than ten years after being granted. These options will expire no later than ten years after being granted. Any share purchase option is payable in shares in accordance with the Corporation's policies.

The option exercise price is established by the Board of Directors and may not be lower than the market price of the common shares at the time of grant.

The Corporation are no stock options outstanding.

9- DEMAND LOANS, WITH INTEREST

	2018
	\$
Unsecured demand loan from a private company, authorized amount of \$67,000 (amount reached as at May 29, 2019), bearing interest at a rate of 5%	25 000
Unsecured demand loan from an individual, bearing interest at a rate of 5%	25 000
	<u>50 000</u>

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

10- OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Ressources Brunswick inc. (Brunswick) a conclu les transactions suivantes avec des parties liées. Les soldes à payer sont généralement réglés en espèces quand c'est possible.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a facturé des revenus pour un montant de 4 732 \$ auprès d'une société ayant le même président que Brunswick. En lien avec ces transactions, la Société a un montant de 3 169 \$ à recevoir présenté séparément à l'état de la situation financière.

En mars 2018, la Société a émis 4 011 805 actions à 0,05 \$ l'action, représentant un montant total de 200 590 \$ en vertu de deux ententes de règlement de dettes auprès de deux sociétés ayant le même président que Brunswick.

En juin 2018, la Société a émis 364 042 actions ordinaires à 0,05 \$ l'action, représentant un montant de 18 202 \$ en vertu d'une entente de règlement de dette auprès d'un administrateur de Brunswick.

Ces opérations sont mesurées en fonction du montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

10- RELATED PARTY TRANSACTIONS

Brunswick Resources Inc. (Brunswick) entered into the following transactions with related parties. The amounts payable are usually settled in cash when it's possible.

During the year ended December 31, 2018, the Corporation invoiced revenues for an amount of \$4,732 with a company that has the same President as Brunswick. In relation with these transactions, the Corporation has an amount of \$3,169 to be received presented separately in the statement of financial position.

In March 2018, the Corporation issued 4,011,805 common shares at \$0.05 per share, for a total amount of \$200,590 pursuant to two debt settlement agreements with two companies that have the same President as Brunswick.

In June 2018, the Corporation issued 364,042 common shares at \$0.05 per share, for an amount of \$18,202 pursuant to one debt settlement agreement with a director of Brunswick.

The transactions are measured at the amount of consideration established and agreed by the related parties.

11- RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AUX FLUX DE TRÉSORERIE
11- COMPLEMENTARY INFORMATION RELATED TO CASH FLOWS
Pour la période de trois mois close le 31 mars
For the Three-Month Period Ended March 31

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement / Net change in non-cash operating working capital items

	2019	2018	
	\$	\$	
Taxes à recevoir	(2 629)	(3 231)	Tax receivable
Autres débiteurs	-	1 828	Other receivables
Créditeurs et charges à payer	6 861	(70 800)	Accounts payable and accrued liabilities
	<u>4 232</u>	<u>(72 203)</u>	

12- PASSIFS ÉVENTUELS

a) Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, que ce soit au niveau de la résultante, de son échéance ou de son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Société opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice au cours duquel il sera possible d'en faire une estimation raisonnable.

12- CONTINGENT LIABILITIES

a) The Corporation's operations are governed by governmental laws and regulations regarding environmental protection. Environmental consequences are hardly identifiable, in terms of level, impact or deadline. At the present time and to the best knowledge of its management, the Corporation is in conformity with the laws and regulations. Restoration costs will be accrued in the financial statements only when they will be reasonably estimated and will be charged to the earnings at that time.

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

12- PASSIFS ÉVENTUELS (suite)

b) La Société se finance en partie par l'émission d'actions accréditatives. Cependant, il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société seront admissibles comme frais d'exploration canadiens (FEC), même si la Société tente de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs. En vertu des conventions d'actions accréditatives signées dans le passé, au 31 décembre 2018 et 2017, la Société est en défaut de FEC pour un montant cumulatif d'environ 140 000 \$. Ces montants se devaient d'être engagés avant la date statutaire du 31 décembre 2015 et du 31 décembre 2012. Comme les travaux de prospection et d'évaluation n'ont pas été complétés dans les délais prescrits, il y a un risque financier pour la Société ainsi qu'un risque fiscal pour les investisseurs. Au cours des exercices clos le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2015, la Société a comptabilisé une provision pour pénalités cumulative d'un montant de 55 730 \$. Tout montant supplémentaire en relation avec cette provision serait alors comptabilisé aux résultats de l'exercice au cours duquel il sera possible d'en faire une estimation raisonnable.

13- ENGAGEMENTS

En décembre 2018, la Société a signé une entente pour la vente de la propriété Lac Irène en contrepartie de 65 000 \$ en espèces payable à la signature. En mai 2019, la Société a signé un amendement à l'entente pour accorder un délai à l'acheteur jusqu'au 30 juin 2019, afin qu'il soit en mesure de respecter l'entente en contrepartie d'un montant additionnel de 10 000 \$ payable en espèces. La Société n'a toujours pas encaissé le montant de la vente

En février 2019, la Société a signé une lettre d'intention avec la société privée CBIO Brand Development Inc. (CBIO) pour compléter une prise de contrôle inversée. CBIO devra également effectuer un placement privé pour un produit brut d'un minimum de 750 000 \$ et d'un maximum de 1 000 000 \$. À la clôture de l'opération, il est prévu que la Société sera inscrite à la Bourse des valeurs canadiennes (CSE) sous une nouvelle dénomination sociale et qu'elle sera radiée de la Bourse de croissance TSX. La société résultante poursuivra les activités de CBIO, soit la vente de produits à base de CBD extraits du chanvre. Si l'opération se réalise, il y a aura un nouveau conseil d'administration. L'opération sera réalisée par un échange d'actions, une fusion, un regroupement, un arrangement, une offre d'achat ou toute autre offre similaire de transaction aux termes de laquelle CBIO deviendra une filiale à part entière de Brunswick. Cette transaction est conditionnelle à l'approbation des autorités réglementaires et à d'autres conditions qui seront prévues dans une entente définitive à venir. Brunswick fera alors l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de CBIO. La négociation des titres de la Société est actuellement suspendue de la Bourse de croissance TSX à la demande de la Société, en attente de la clôture de la transaction.

12- CONTINGENT LIABILITIES (continued)

b) The Corporation is partly financed by the issuance of flow-through shares. However, there is no guarantee that the funds spent by the Corporation will qualify as Canadian exploration expenses (CEE), even if the Corporation tries to take all the necessary measures for this purpose. Refusals of certain expenses by tax authorities may have negative tax consequences for investors. By virtue of past flow-through shares agreements, as at December 31, 2018 and 2017, the cumulative shortfall of CEE is amounting to approximately \$140,000. These amounts had to be spent by the statutory date of December 31, 2015 and of December 31, 2012. As the exploration and evaluation expenses were not completed within the prescribed deadlines, there is a financial risk for the Corporation and also a fiscal risk for the investors. During the years ended December 31, 2016 and December 31, 2015, the Corporation recorded a cumulative provision of an amount of \$55,730. All additional amounts in relation with this provision will be accrued in the financial statements only when they will be reasonably estimated and will be charged to the earnings at that time.

13- COMMITMENTS

In December 2018, the Corporation signed an agreement to sell this property for \$65,000 in cash payable upon signature. In May 2019, the Corporation signed an amendment to the agreement to give an additional extension to the buyer up to June 30, 2019, so it would be able to comply with the agreement, in consideration of an additional amount of \$10,000 payable in cash. The Corporation has not yet cashed the sale amount.

In February 2019, the Corporation signed a letter of intent with the private company CBIO Brand Development Inc. (CBIO) to complete a reverse take-over. CBIO will also have to make a private placement for a gross product of a minimum of \$750,000 and a maximum of \$1,000,000. At the closing of the transaction, it is anticipated that the Corporation will be listed on the Canadian Securities Exchange (CSE) under a new corporate name and will be removed from the TSX Venture Exchange. The resulting corporation will continue the activities of CBIO, the sale of CBD based products extracted from hemp. If the operation is realized, there will be a new Board of Directors. The operation will be by way of share exchange, merger, amalgamation, arrangement, or other similar form of transaction which will result on CBIO becoming a wholly owned subsidiary of Brunswick. This transaction is conditional upon the approval of regulatory authorities and other conditions that will be provided for in a future definitive agreement. The transaction will involve the acquisition by Brunswick of all of the issued and outstanding shares of CBIO. Currently, the Corporation's securities are halted on the TSX Venture Exchange at the request of the Corporation, pending the closing of the transaction.

(En dollars canadiens - Non audité)

(In Canadian dollars – Unaudited)

14- ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

En avril 2019, la Société a obtenu, auprès d'une société privée, un prêt à demande d'un montant de 50 000 \$ portant intérêt au taux de 5 %.

En mai 2019, la Société a obtenu, auprès d'un particulier, un prêt à demande d'un montant de 25 000 \$ portant intérêt au taux de 5 %.

En mai 2019, la Société a signé un amendement à l'entente pour la vente de la propriété Lac Irène pour accorder un délai à l'acheteur jusqu'au 30 juin 2019, afin qu'il soit en mesure de respecter l'entente en contrepartie d'une somme de 10 000 \$ supplémentaire payable en espèces.

14- SUBSEQUENT EVENTS

In April 2019, the Corporation obtained from a private company a \$50,000 demand loan that bears interest at a rate of 5%.

In May 2019, the Corporation obtained from an individual a \$25,000 demand loan that bears interest at a rate of 5%.

In May 2019, the Corporation signed an amendment to the agreement for the sale of the Irene Lake property to give an extension to the buyer up to June 30, 2019, so it would be able to comply with the agreement in consideration of an additional amount of \$10,000 payable in cash.